

Entretien avec Dieter Wintergerst, expert en douane et président de la RVK du SSC

# Une compliance plus efficiente?

Suite aux récents conflits commerciaux et malgré la conclusion de l'Accord sur la facilitation des échanges (Trade Facilitation Agreement) entré en vigueur en février 2017, le grand rêve du libre-commerce mondial s'est envolé. Le spécialiste Dieter Wintergerst a évoqué avec Christian Doepgen d'éventuelles solutions pour répondre aux exigences actuelles en matière de Trade Compliance.

Pour Dieter Wintergerst, expert en commerce extérieur combatif bien connu et de longue date Trade Compliance Officer chez ABB, le remplacement, en cours depuis des années, de la globalisation par de nouvelles zones de libre-échange régionales et continentales semble évident. «Nous assistons aujourd'hui à un cloisonnement subtil», dit-il.

## Sécurité et environnement

«Il est clair que des directives techniques relatives aux produits peuvent devenir des obstacles à l'import/export», poursuit-il. Se trouvent dans cette catégorie: les directives de conformité telles que CE de l'UE, CCC en Chine, EAR dans l'Union économique eurasiatique ou des directives environnementales. C'est ainsi que la Suisse compte à elle seule 150 actes législatifs autres que douaniers (Alad) et que des pays tels que l'Arabie Saoudite complètent les directives sur la protection du bois (ISPM 15) par d'autres sur des films plastiques oxo-biodégradables. «Dans la répartition internationale du travail, cela constitue un problème surtout pour les multinationales», dit D. Wintergerst en évoquant le dilemme de nombreux groupes qui devraient standardiser leurs produits et leurs emballages.

Autre sujet de préoccupation constante dans le commerce extérieur: les biens dits «à double usage». «La liste des biens exigeant une autorisation reste globalement la même, mais spécialement dans le segment high-tech civil, le nombre de produits remplissant ces critères ne cesse d'augmenter», explique-t-il. Il s'agit entre autres de capteurs dont l'Internet des objets a besoin en énorme quantité.

## Sanctions et réputation

En matière de Trade Compliance, les listes de sanctions sont un défi particulier. D. Wintergerst estime: «Elles concernent à hauteur d'un tiers des entreprises et organisations et à deux tiers des particuliers. Malheureusement, les autorités ne fournissent pratiquement aucune aide sur la



**Dieter Wintergerst**  
(à g.), directeur d'AAA  
Aussenhandelswerkstatt et  
président de la RVK.

Photo: ITI

manière de les débusquer de façon efficace.» La charge de travail des entreprises est d'autant plus élevée. Des millions de données peuvent certes être filtrées via des algorithmes, mais rien que la validation d'éventuelles concordances «peut exiger beaucoup de jours/hommes».

Les changements politiques créent eux aussi des problèmes. Si, lors d'une phase de détente, des sanctions sont levées entièrement ou partiellement comme pour l'Iran par ex., la simplification des importations et exportations dépend du résultat des négociations: «Il y a toutefois un facteur critique appelé le (Snap back): si un accord est dénoncé, toutes les sanctions retrouvent aussitôt leur validité.» Ce facteur d'incertitude peut compliquer la prospection et les affaires en cours.

Les violations supposées des contraintes douanières, à l'exportation ou liées aux sanctions ont aujourd'hui, à l'ère des médias sociaux, des répercussions publiques allant au-delà des dommages financiers. En un clin d'œil, la réputation d'une entreprise est en jeu, même si elle a voulu importer/exporter en toute bonne foi et en prenant des précautions. Il est donc important de consacrer du temps à la Trade Compliance, si cela ne gêne pas inutilement des processus commerciaux.

## Mesures actuelles et futures

Comment une entreprise peut-elle se préparer au mieux en matière de Trade Compliance? «La Trade Compliance n'étant pas un avantage concurrentiel, il s'agit d'aboutir à une haute efficacité à un prix adéquat», déclare D. Wintergerst en décrivant la position de départ.

Outre des mesures classiques telles que la standardisation, l'automatisation et l'enregistrement, il faut surtout faire preuve de bon sens. «Directives centrales mais mise en œuvre décentralisée», tel est le credo de D. Wintergerst, autrement dit: implanter la compétence près de la base des affaires.

Les bonnes solutions sont souvent évidentes: «Adapter le code du groupe d'achat pour l'approvisionnement au tarif douanier serait une mesure intelligente.» C'est que l'entreprise peut aussi profiter des contraintes administratives. Il semble en outre clair que les grandes lignes de la création de valeur sont en train de se déplacer: «Les échanges classiques diminuent au profit de services tels que l'affinage.» Il faut donc s'attendre à ce que des réglementations pour des prestations de service immatérielles ajoutent une nouvelle facette au commerce mondial et rendent les choses plus compliquées. cd